



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-102 - Séance du 16 octobre 2019

ACTES

1. Commande publique

1.1 Marchés publics

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	16	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 16 octobre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 10 octobre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 10 octobre 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour RODENAS François, SUAY Régine pour MARTY Philippe, KASZUBA Christophe pour BASSO Béatrice, AMALVY Marie-Thérèse pour MONIN Séverine, CORDEAU Damien pour MAZOLLIER Elisabeth, VANGREVELYNGHE Patricia pour DESTAILLATS Aline, RAMORA Anna pour MICHEL Yves.

Absents : SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain (excusé).

Secrétaire de séance : DUCAMP Ludovic

N° DLM 2019-102 – OPERATION DE REALISATION DES INFRASTRUCTURES DU PARC GERARD BRUYERE : AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER LE MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX N°05/TRAV/18 – LOT N°1 TERRASSEMENTS, GENIE CIVIL, DRAINAGE ET ETANCHEITE

Madame Elisabeth MAZOLLIER, Adjointe au Maire déléguée aux festivités explique que la Ville a donc obtenu en date du 15 décembre 2018, l'autorisation préfectorale complémentaire au titre de la Loi sur l'Eau, n°DDTM34-2018-12-09949 et a donc pu envisager la reprise des travaux. Une fois cette autorisation devenue définitive, les marchés de travaux déclarés sans suite par délibération du Conseil Municipal n°2017-50 du 02 mai 2017, ont pu être relancés.

La maîtrise d'œuvre de ces travaux d'infrastructure est assurée par le groupement formé par BRL Ingénierie (mandataire), et Agence paysage (cotraitant), titulaires désignés par délibération du Conseil Municipal n°DCM2019-34 en date du 05 avril 2019.

Le lot n°1 portant sur les terrassements, génie civil, drainage et étanchéité a donc été relancé par la Ville à l'issue de l'accomplissement de mesures de publicité auprès du BOAMP, du JOUE, du profil d'acheteur, ainsi que sur le journal d'annonces légales : Le Moniteur des Travaux Publics.

Cette consultation a été lancée sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

La Ville a reçu quatre offres. Les critères d'analyse des offres étaient pondérés comme tels : 60% pour la valeur technique et 40% pour le prix.

Un rapport de présentation, qui a été joint à la présente note, précise l'ensemble des étapes de la procédure et fait notamment mention des sous-critères d'analyse des offres, du nom des candidats et de leur classement.

Sur la base du rapport d'analyse des offres, réalisé par le maître d'œuvre BRL Ingénierie, la Commission d'appel d'offres réunie le 10 octobre 2019 à 14h00, a retenu l'offre de base du groupement suivant comme offre économiquement la plus avantageuse :

VINCI Construction/Terrassement (mandataire), 410 Rue Serpentine, 13510 EGUILLES, SIRET : 410 335 855 000 53 et **MALET SA** (cotraitant), ZAC de la Louvade – 18 Rue des Cabernets, 34130 MAUGUIO, SIRET : 302 698 873 001 55.

La Commission a également pu constater la régularité de la candidature, le niveau suffisant de capacité du groupement au regard du rapport d'analyse des candidatures.

Le marché a donc été attribué par la commission d'appel d'offres à ce même groupement pour un montant de 6 028 055,70 € HT soit 7 233 666,84 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Prendre acte de la décision de la commission d'appel d'offres en date du 10 octobre 2019 désignant le groupement formé par VINCI Constructions/Terrassements et MALET SA, attributaire du marché n°05/TRAV/18 lot n°1, ayant pour objet les travaux de terrassements, génie-civil, étanchéité et drainage, en retenant l'offre de base pour un montant de 6 028 055,70 € HT soit 7 233 666,84 € TTC ;
- Autoriser la conclusion du marché public n°05/TRAV/18 lot n°1 pour un montant de 6 028 055,70 € HT soit 7 233 666,84 € TTC, avec le groupement formé par VINCI Constructions/terrassements et MALET SA ;

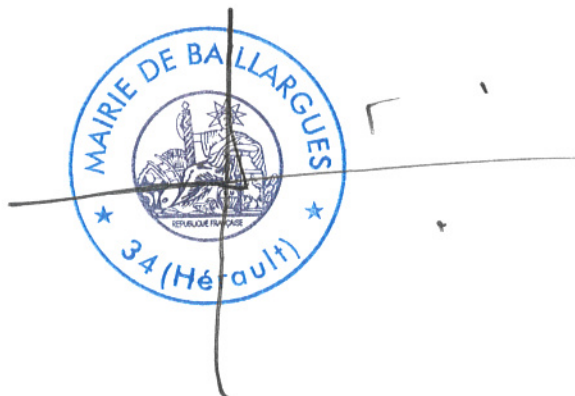
- Autoriser Monsieur le Maire à signer le marché n°05/TRAV/18 lot n°1, ayant pour objet les travaux de terrassements, génie-civil, étanchéité et drainage, ainsi que l'ensemble des pièces administratives, techniques et financières de ce marché et tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Elisabeth MAZOLLIER et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **PREND** acte de la décision de la commission d'appel d'offres en date du 10 octobre 2019 désignant le groupement formé par VINCI Constructions/Terrassements et MALET SA, attributaire du marché n°05/TRAV/18 lot n°1, ayant pour objet les travaux de terrassements, génie-civil, étanchéité et drainage, en retenant l'offre de base pour un montant de 6 028 055.70 € HT soit 7 233 666.84 € TTC ;
- **AUTORISE** la conclusion du marché public n°05/TRAV/18 lot n°1 pour un montant de 6 028 055,70 € HT soit 7 233 666,84 € TTC, avec le groupement formé par VINCI Constructions/terrassements et MALET SA ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché n°05/TRAV/18 lot n°1, ayant pour objet les travaux de terrassements, génie-civil, étanchéité et drainage, ainsi que l'ensemble des pièces administratives, techniques et financières de ce marché et tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,
Le 18 octobre 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 28/10/2019

Reçu en préfecture le 28/10/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20191018-DLM2019_102-DE